

Programme pour lâ??impunitÃ©: la guerre dâ??IsraÃ«l contre lâ??Iran

Description

Par Yara Hawari, le 26 juin 2025



Introduction

Le jeudi 19 juin 2025, le premier ministre israÃ©lien Benjamin Netanyahu sâ??est tenu devant les dÃ©combres dâ??une frappe iranienne prÃ©s de Bir al-Sabaâ?? et a dÃ©clarÃ© aux journalistes : Â« Cela me rappelle vraiment les Britanniques pendant le Blitz. Nous traversons un Blitz. Â» Le Blitz fait rÃ©fÃ©rence Ã la campagne de bombardement soutenue menÃ©e par lâ??Allemagne nazie contre le Royaume-Uni, et Londres en particulier, entre septembre 1940 et mai 1941. Par ce parallÃ«le, Netanyahu cherche Ã susciter la sympathie de lâ??Occident et Ã sâ??assurer un soutien inconditionnel en faveur du dernier acte dâ??escalade militaire et de violation du droit international de son gouvernement : le bombardement de lâ??Iran, en lâ??absence de provocation. Cette manÃuvre rhÃ©torique est loin dâ??Ãªtre nouvelle ; elle est devenue une constante du discours politique israÃ©lien, qui fait dâ??IsraÃ«l lâ??Ã©ternelle victime et prÃ©sente ses opposants comme des nazis des temps modernes.

Netanyahu nourrit depuis longtemps le projet de frapper lâ??Iran avec le soutien direct des Ãtats-Unis, mais le choix du moment a toujours Ã©tÃ© dÃ©terminant. La situation actuelle ne doit donc pas Ãªtre considÃ©rÃ©e comme une simple agression opportuniste, mais comme faisant partie dâ??une stratÃ©gie plus large et calculÃ©e. Les actions de Netanyahu sont modelÃ©es par la convergence dâ??une impunitÃ© sans prÃ©cÃ©dent, dâ??une dynamique rÃ©gionale changeante et dâ??une fragilitÃ© politique intÃ©rieure de plus en plus grande. Ce texte examine la derniÃ¨re escalade sur cette toile de fond et analyse les forces politiques plus larges qui la motivent.

Un acte de guerre non provoquÃ©

Le vendredi 13 juin, en violation du droit international, le rÃ©gime israÃ©lien a lancÃ© une attaque de grande envergure contre lâ??Iran, visant des infrastructures et des installations nuclÃ©aires. Cette attaque a marquÃ© le dÃ©but dâ??une guerre de douze jours entre IsraÃ«l et lâ??Iran, qui a coÃ»tÃ© la vie Ã des centaines de personnes, pour la plupart des civils iraniens. Les Ãtats ont contribuÃ© Ã lâ??escalade du conflit en se joignant Ã la campagne aÃ©rienne israÃ©lienne et en menant des frappes coordonnÃ©es sur les principaux sites nuclÃ©aires iraniens, notamment le site de Fordow, Natanz et Ispahan. Lâ??Iran a condamnÃ© ces frappes, les qualifiant de graves violations du droit international, et a prÃ©venu quâ??il y aurait de sÃ©vÃ¨res reprÃ©sailles. Le lundi 24 juin, les forces iraniennes ont lancÃ© des missiles sur la base militaire amÃ©ricaine dâ??Al-Udeid au Qatar, la plus

grande de la région. Le lendemain, le président américain Donald Trump a annoncé un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran : un cessez-le-feu fragile mais toujours en vigueur à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Netanyahou a justifié l'offensive en affirmant que l'Iran avait développé des armes nucléaires : une accusation qu'il porte depuis au moins trois décennies. Les États-Unis ont repris ce discours pour justifier leur participation directe aux frappes, en présentant l'assaut conjoint contre les sites nucléaires iraniens comme une mesure préventive nécessaire pour neutraliser une menace existentielle. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a pourtant toujours réfuté ces affirmations, déclarant sans équivoque qu'il n'existe aucune preuve vérifiée que l'Iran possède ou développe actuellement une arme nucléaire.

Il est ironique de constater alors que l'Iran reste signataire du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et soumet ses installations nucléaires au contrôle de l'AIEA, Israël n'a pas signé l'accord et n'a pas autorisé des inspections internationales approfondies. Beaucoup pensent qu'Israël possède un arsenal nucléaire important : une allégation que le pays ne confirme ni ne dément, entretenant ce que l'on appelle communément une politique d'opacité nucléaire.

Des évaluations indépendantes estiment cependant qu'Israël dispose d'au moins 90 tonnes nucléaires et de la capacité de produire des centaines d'autres. Au fil des décennies, Israël aurait collaboré avec d'autres États, dont la France et l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid, pour développer et tester ses armes nucléaires.

Pourtant, la majeure partie de l'infrastructure nucléaire israélienne reste hors de portée de toute supervision internationale. L'AIEA ne dispose que d'un accès limité au centre de recherche nucléaire de Soreq, tandis que la principale installation nucléaire d'Israël, à Dimona, est fermée à l'inspection. L'étendue des capacités atomiques d'Israël demeure inconnue.

Cette opacité voulue, combinée à l'absence d'inspections internationales, a permis à Israël de se soustraire à l'obligation de rendre des comptes dans le cadre des normes mondiales de non-prolifération. Elle a également renforcé la vaste structure d'impunité qui permet à ses actes d'agression de se dérouler sans conséquence. Dans ce contexte, l'attaque du régime israélien contre l'Iran constitue un acte de guerre non provoqué, mené par un État qui perpétre simultanément un génocide à Gaza et dont les dirigeants font l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Les Échos des tambours de guerre de 2003

La justification américano-israélienne de la dernière agression contre l'Iran fait écho à la justification de l'invasion de l'Irak en 2003, lorsque des allégations infondées de présence d'armes de destruction massive ont été utilisées pour justifier une guerre qui a dévasté un pays entier et entraîné la mort de plus d'un demi-million d'Irakiens. Bien que ces allégations aient été largement discréditées par la suite, elles ont aussi légitimé une campagne militaire préventive qui continue de déstabiliser la région. La même formule a été invoquée une fois de plus pour bombarder l'Iran : des accusations nucléaires non fondées, de prétendues frappes militaires préventives et la complicité du discours

occidental dans la construction d'un récit d'après-pensées de preuves crédibles ou d'obligation de rendre des comptes.

Si Trump a sans surprise adopté le discours de Netanyahu, les dirigeants européens ont également joué un rôle central en définissant les dimensions juridiques et politiques de l'escalade. Dans une déclaration commune publiée peu après la frappe israélienne sur l'Iran, les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, ainsi que le haut représentant de l'UE, ont affirmé ce qu'ils ont décrit comme le « droit d'Israël à protéger sa sécurité et son peuple, dans le respect du droit international ». La déclaration est ensuite concentrée sur l'Iran, exhortant l'Iran à revenir à la table des négociations et à rechercher une solution diplomatique.

En invoquant la rhétorique de la « légitime défense », la déclaration masque une vérité fondamentale : c'est Israël qui a déclenché les hostilités, en violation flagrante du droit international. En présentant l'agression et le bellicisme israéliens comme de la légitime défense et en orientant la pression diplomatique sur l'Iran, les puissances européennes ont contribué à légitimer un acte de guerre illégal tout en renforçant l'impunité structurelle accordée depuis longtemps au régime israélien.

Pourtant, une distinction essentielle entre 2003 et aujourd'hui est le déclin marqué de l'appétit de guerre de l'opinion publique américaine. Selon un récent sondage, seuls 16 % des Américains soutiennent l'implication des États-Unis dans la guerre d'Israël contre l'Iran, ce qui reflète une lassitude croissante à l'égard des interventions militaires étrangères dans l'ensemble de l'échiquier politique. Ce sentiment est particulièrement prononcé au sein du Parti républicain et parmi les partisans de Trump, où d'importantes divisions sur la poursuite de l'engagement au Moyen-Orient ont commencé à émerger.

D'importantes personnalités de droite, telles que le commentateur politique Tucker Carlson et l'ancien stratège en chef de la Maison Blanche Steve Bannon, se sont vivement opposées à l'implication des États-Unis dans la guerre. Ces personnalités, ainsi que d'autres membres de la galaxie politique de Trump, ont fait valoir que l'engagement militaire rompait avec la promesse électorale de longue date du président d'éviter de s'impliquer dans des conflits étrangers.

Bannon a en outre affirmé que la participation des États-Unis à la guerre d'Israël contre l'Iran détournerait les fonds et les ressources des priorités nationales, en particulier des efforts agressifs déployés pour expulser les immigrants. Même au sein de l'administration, des dissensions sont apparues : Tulsi Gabbard, directrice du renseignement de Trump, a déclaré catégoriquement qu'il n'y avait aucune preuve crédible que l'Iran ait mis au point des armes nucléaires.

Pendant les jours qui ont suivi la première frappe israélienne, Trump a hésité à renforcer l'engagement des États-Unis, ce qui reflète les divisions au sein de son administration. Il a laissé entendre qu'une décision pourrait prendre jusqu'à deux semaines. En fin de compte, sous la pression ferme des responsables israéliens pour cibler l'installation nucléaire de Fordow, Trump a cédé, tout en précisant que cela marquerait l'aboutissement de la participation des États-Unis.

En réponse, le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi, a condamné ces attaques qu'il a qualifiées de « scandaleuses » et averti qu'elles auraient des « conséquences éternelles ». La promesse initiale de Trump de maintenir les États-Unis à l'écart des guerres étrangères s'est avérée de courte durée et finira sans aucun doute par s'achever.

Une occasion en or pour Netanyahu

Netanyahu a longtemps menacé de frapper l'Iran, mais s'était jusqu'à présent toujours abstenu d'agir directement. Le moment choisi pour la dernière manœuvre militaire d'Israël est loin d'être une coïncidence et résulte de plusieurs convergences.

Tout d'abord, après avoir surpris Israël en relançant les négociations nucléaires avec l'Iran au début de l'année, Donald Trump s'est montré de plus en plus frustré par l'absence d'avancées en la matière. L'intervention des alliés de Netanyahu au sein de son administration a joué un rôle décisif dans le durcissement de la position américaine. Cette dynamique a culminé avec la publication d'un ultimatum de 60 jours exigeant que l'Iran se conforme à ses obligations nucléaires, ce qui a effectivement déclenché la confrontation. Selon les médias, une fois que les responsables israéliens ont communiqué leurs plans opérationnels, ils n'ont rencontré aucune résistance de la part de Trump.

Le jour même où le délai imposé par les États-Unis arrivait à son terme, l'ambition de longue date de Netanyahu s'est concrétisée : Israël a lancé une frappe directe sur l'Iran. L'escalade s'est déroulée dans un environnement international permissif, conditionné par le contexte plus large de l'assaut génocidaire d'Israël sur Gaza, une campagne d'extermination qui s'est déroulée dans une impunité quasi-totale. Le message adressé à Israël est sans équivoque : il peut agir sans avoir à rendre de comptes. Ce message ajoute le sentiment anti-iranien profondément ancré dans une grande partie de l'establishment politique occidental.

Dans un tel climat, Netanyahu a probablement calculé qu'une attaque contre l'Iran ne provoquerait qu'une réaction diplomatique minimale et pourrait même recueillir une approbation tacite sous le couvert familier de la lutte contre une menace nucléaire à l'instigation des États-Unis pour qu'il devienne politiquement difficile de résister à une attaque contre l'Iran. La convergence de ces facteurs a produit les conditions idéales : un moment exceptionnellement dangereux marqué par une diplomatie dans l'impasse, un militarisme enhardi et une impunité stratégique.

Deuxièmement, l'équilibre régional des pouvoirs a subi un profond réajustement au cours des deux dernières années, qui a considérablement affaibli l'axe de la résistance. L'effondrement du régime Assad en Syrie, le seul allié officiel de l'Iran dans la région, a porté un coup stratégique majeur à la position régionale de Téhéran. Dans le même temps, le régime israélien a procédé à des assassinats ciblés de personnalités importantes et a considérablement réduit les capacités militaires des principaux alliés non étatiques de l'Iran, notamment le Hezbollah et le Hamas. Si les Houthis au Yémen sont récemment apparus comme une force perturbatrice, démontrant leur capacité à interférer avec les voies maritimes régionales et à lancer des missiles en direction de Tel-Aviv, leur capacité à lancer un défi militaire durable ou direct à Israël reste limitée à la fois en termes d'ampleur et de portée.

Enfin, le génocide en cours à Gaza et l'incapacité de l'armée israélienne à atteindre son objectif d'éliminer le Hamas de la bande de Gaza ont exercé une pression intérieure croissante sur Netanyahu et son gouvernement de coalition. L'opposition croissante à la conduite de la guerre, y compris l'incapacité à obtenir la libération des otages israéliens, associée aux procès pour corruption en cours contre Netanyahu, a encore affaibli sa position politique. Dans ce contexte, déplacer l'attention vers l'Iran est devenu une décision politiquement opportune. En effet, Netanyahu sait que la guerre contre l'Iran bénéficiera d'un soutien massif de l'opinion publique israélienne. Malgré l'opposition interne et limitant, il a pu se présenter comme un leader fort et défendant les intérêts d'Israël en matière de sécurité, alors même que son gouvernement continue de vaciller en raison de son échec à Gaza. Plus inquiétant encore, l'escalade lui a fourni une couverture politique pour faire avancer un programme plus large de nettoyage ethnique à Gaza, ainsi qu'en Cisjordanie.

Sur la scène internationale, Netanyahu est parfaitement conscient de l'évolution de la situation à l'encontre d'Israël dans le cadre du génocide en cours à Gaza, qui continue de coûter la vie à des dizaines de Palestiniens chaque jour. Au cours de la période qui a précédé l'attaque israélienne contre l'Iran, non seulement la reconnaissance et la condamnation du génocide sont devenues de plus en plus courantes, mais la patience des alliés d'Israël a également commencé à s'épuiser, notamment en raison des questions soulevées quant à leur propre complicité dans ce crime.

Le moment n'est donc pas simplement celui d'une belligérance opportuniste. Il reflète un recalibrage stratégique du régime israélien, motivé par des niveaux d'impunité sans précédent, une dynamique régionale changeante et la fragilité politique aiguë à laquelle est confronté le gouvernement de Netanyahu au niveau national.

Les monstres sont là

La guerre d'Israël contre l'Iran était une affirmation audacieuse de sa domination régionale.

Elle s'inscrivait et s'inscrit toujours dans le cadre d'un effort visant à consolider le soutien national et à détourner l'attention internationale des massacres de Palestiniens. Elle est également susceptible de remodeler le Moyen-Orient, ainsi que la dynamique mondiale du pouvoir et de la responsabilité. Comme l'a fait remarquer l'analyste politique irano-soudanais Triti Parsi, « les deux États dotés d'armes nucléaires ont bombardé un État non doté d'armes nucléaires, sans avoir été attaqués. Cela va faire effet d'une onde de choc dans le monde entier, et de plus en plus de pays vont conclure qu'ils auront besoin d'armes nucléaires pour dissuader les États dotés d'armes nucléaires existants. »

Il est devenu évident que le soi-disant ordre international fondé sur des règles, qui a dominé les relations mondiales depuis la Seconde Guerre mondiale, est aujourd'hui définitivement démantelé. Le régime israélien a joué un rôle essentiel en brisant l'illusion de ce système, en exposant ses contradictions fondamentales et son application sélective. Dans ce contexte, les mots d'Antonio Gramsci tirés de ses *Cahiers de prison* (1929-1935) résonnent d'une sinistre vérité : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». Ce à quoi nous avons assisté n'est pas seulement une guerre entre Israël et l'Iran, c'est l'effritement des normes

internationales au profit d'un ordre mondial plus violent, qui n'a pas de comptes à rendre. La façade est tombée et, à sa place, les monstres du militarisme, de l'autoritarisme et de l'impunité ont surgi.

Yara Hawari est Codirectrice d'Al-Shabaka, réseau politique palestinien

Traduction : JC pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al-Shabaka](#)

date créée

2025/07/01